

La lettre fédérale

numéro **38** 20 mars 2025
NOUVELLE FORMULE

filpac cgt Le Livre, le Papier et la Communication
www.filpac-cgt.fr

La lettre d'information des ouvriers des industries du Livre, du Papier et de la Communication



LE CYNISME ET L'EGO POUR LES NULS

FILPAC-CGT

► Montreuil, le 20 mars 2025

Quand les citoyens boude les urnes et expriment, élection après élection, leur dégoût du cirque politique, nos élus devraient s'alarmer et non en rajouter une couche. Mais non. Ils creusent eux-mêmes la tombe de la démocratie, à coups de compromissions et de mépris. La confiance se brise en un instant et met des décennies à se reconstruire. Les mensonges, les trahisons, les combines entre amis doivent être éradiqués si l'intérêt général veut reprendre la place qu'il n'aurait jamais dû perdre.

La démocratie n'est pas un jeu

Sans sombrer dans le « tous pourris », il faut rappeler aux représentants du peuple une vérité élémentaire : leurs patrons, ce sont les électeurs. Ce que les citoyens donnent, ils peuvent le reprendre. La démocratie est un édifice fragile. Jouer avec, c'est jouer avec le feu.

Emmanuel Macron, avec sa dissolution hasardeuse, a failli livrer le pays à l'extrême droite. Son mépris des corps intermédiaires et son entêtement à transformer la négociation sociale en monologue de sourd resteront dans l'histoire comme un viol démocratique. Mais nos élus ont-ils seulement de la mémoire ? Tirent-ils des leçons de leurs propres erreurs ? Ont-ils conscience de l'exaspération populaire ? Pas l'ombre d'un doute : non. Prenons François Bayrou, cette caricature ambulante du politicien accroché à son fauteuil. À peine arrivé à Matignon,

il piétine le non-cumul des mandats en restant maire de Pau et président de son agglomération. Quelques jours plus tard, il ment effrontément devant la représentation nationale sur son silence dans l'affaire Bétharram. Une sordide histoire qui traîne depuis les années 50, où des prédateurs ont broyé l'enfance de certaines de victimes. Et Bayrou, ministre de l'Éducation nationale dans les années 90, n'aurait rien entendu ? Sa femme, qui intervenait sur place, non plus ? Par contre, la pauvre bigote a trouvé le temps d'aller aux obsèques d'un des prêtres abuseurs.

Courage fuyons !

Bayrou, aux commandes du Béarn, même silence, même inaction. Aujourd'hui encore, il balaie d'un revers méprisant les questions des journalistes qui tentent de comprendre. Et ses collègues du gouvernement ? Ses alliés opportunistes à l'Assemblée ? Silence radio. Pas un mot. Pas un froncement de sourcil. Alors, M. Bayrou, quand aurez-vous enfin le courage qui a toujours fait défaut à votre longue carrière ? Être élu, c'est assumer. Être chef de gouvernement, c'est écouter. Être responsable politique, c'est incarner une certaine dignité. Mais vous, tout ce qui vous importe, c'est de vous accrocher à Matignon. Votre ego est votre seule boussole.

Vous avez sauvé votre poste face à une motion de censure en promettant un retour sur la réforme des retraites. Mensonge. Vos chiffres étaient bidon, comme l'a confirmé la Cour des comptes. Vous juriez que rien n'était figé, que seule

comptait une réforme « juste et tenable ». Encore un mensonge. En plein débat, vous changez les règles du jeu.

« Il n'y a plus rien à négocier »

D'abord, il faut soudain combler le déficit d'ici 2030. La CGT propose des solutions ? Peu importe, elles ne vous conviennent pas. La parité salariale ? Un gros mot pour vous. Ensuite, vous annoncez que le report de l'âge de départ n'est plus négociable. M. le Premier ministre, les syndicats ont autre chose à faire que de débattre dans le vide. Si ce « conclave », comme vous l'appellez, n'est qu'une mascarade, dites-le franchement. Mais non, votre cynisme vous poussera à accuser les syndicats d'être obtus, incapables de comprendre « les réalités économiques ». Puis viendra l'excuse ultime : la guerre. La situation internationale devient critique, la priorité n'est plus aux débats sociaux. Circulez, il n'y a plus rien à négocier. Et les citoyens dans tout ça ? Vous les méprisez. La démocratie ? Vous en êtes un des fossoyeurs. Et pendant que vous et vos semblables jouez avec les nerfs du pays, l'extrême droite poursuit méthodiquement son travail de sape, prête à prendre le pouvoir. ■

La lettre fédérale

n° 38 • 20 mars 2025

La lettre d'information des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication CGT

Directeur de la publication : Carlos Tunon /

Rédaction : bureau fédéral / filpac cgt :

case 426 / 263, rue de Paris - 93154 Montreuil Cedex

filpac@filpac-cgt.fr / www.filpac-cgt.fr

Tél. : 01 55 82 85 74

PRESSE LES PATRONS DOIVENT APPRENDRE À NÉGOCIER

La Filpac CGT et le SNJ-CGT exigent, dans un appel commun, la réouverture immédiate des négociations sur le tarif des piges en PQR. Objectif : imposer aux patrons de presse un tarif minimum de 60 euros le feuillet. Un minimum auquel doivent s'ajouter les « rémunérations complémentaires », comme les primes pour l'utilisation de locaux ou de matériel personnel. Même le Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) le reconnaît dans l'une de ses propositions : toute rémunération inférieure n'est pas digne du travail fourni par un journaliste. L'exploitation des pigistes doit cesser. En attendant que les patrons de presse daignent revenir à la table des négociations, la Filpac CGT et le SNJ-CGT appellent les pigistes à réclamer l'ouverture de négociations d'entreprise, avec le soutien actif de nos sections en PQR.

Un simulacre de négociation

Les dernières négociations ont été bâclées en deux réunions à peine, sans aucune volonté patronale d'aboutir. Le caractère « sérieux et loyal » exigé par le code du Travail (article L2241-3) n'a pas été respecté. Que dit cet article ? Tout simplement que la négociation « implique que la partie patronale ait communiqué aux organisations syndicales les informations nécessaires pour leur permettre de négocier en toute connaissance de cause ». Or, malgré leurs demandes répétées, les syndicats n'ont obtenu ni les barèmes de piges appliqués dans les groupes de PQR, ni la preuve que les pigistes étaient inclus dans les négociations annuelles obligatoires, ni aucune information sur les autres éléments de rémunération ou sur leurs conditions de travail. Le code du Travail impose aussi « que la partie patronale [...] ait répondu de manière motivée aux éventuelles propositions des organisations syndicales ». Le SPQR, lui, a simplement appliqué la méthode du « dialogue social » façon François Bayrou : une proposition unique et non négociable à 50 euros bruts le feuillet.

L'exploitation des pigistes doit s'arrêter

La précarisation des pigistes n'a que trop duré. Trop de titres de PQR détournent la loi en les faisant passer pour des correspondants de presse ou en les forçant à s'inscrire en auto-entrepreneurs. Le code du Travail s'applique aussi aux métiers de l'information.

L'information a un coût, mais elle a surtout une mission essentielle en démocratie. À force de jeter dans la misère les salariés, pigistes comme permanents, les patrons de presse régionale abîment, et au final détruisent, l'accès à l'information pour les citoyens.

Être journaliste, ce n'est pas recopier servilement un communiqué de presse ou faire des genuflexions devant le premier élu venu. Être journaliste, c'est vérifier, confronter, pointer les contradictions et donner aux lecteurs les clés de compréhension du monde. Si les patrons de presse l'ont oublié, la Filpac CGT et le SNJ-CGT se feront un plaisir de leur offrir un « code du Travail pour les nuls », en version illustrée, pour être sûrs qu'ils saisissent bien le message. ■■■■

CARTON CENPA SAS : L'INCERTITUDE PLANE

Placée en redressement judiciaire depuis le 2 décembre, la papeterie alsacienne, propriété d'un fonds d'investissement allemand, cherche toujours un repreneur. 93 travailleurs sont directement concernés. Quelques candidats se sont manifestés, mais aucune offre concrète n'a abouti. Située à Schweighouse-sur-Moder, une commune d'à peine 5 000 habitants, l'usine est le deuxième employeur du secteur, juste derrière un cimentier. Espérons que, pour les camarades sur place, l'avenir ne rime pas avec « laisse béton ». ■■■■

PRESSE LA CONCENTRATION, POISON DE L'INFORMATION

Les propriétaires de *Nice-Matin* et *La Provence* bricolent en douce leur projet de centre d'impression mutualisé. Initialement prévu au

Muy, il serait finalement déplacé à Vitrolles. Pourquoi ce revirement ? Officiellement, l'État ne mettrait pas la main au portefeuille pour financer la construction et l'équipement du site. Il est vrai que ni Rodolphe Saadé ni Xavier Niel n'ont les moyens... avec seulement quelques milliards en réserve, la trésorerie doit être un peu juste ! Ce choix logistique absurde complique les livraisons, chamboule les horaires de bouclage et achève de démoraliser des salariés trimballés de projet en projet depuis trop longtemps. Mais l'information et ceux qui la fabriquent ne sont visiblement pas la priorité des actionnaires. ■■■■

PRESSE CENSURE À LA PROVENCE

Puisque l'information n'est pas la passion de Rodolphe Saadé, autant l'assumer pleinement ! Lors du carnaval de la Plaine, le 16 mars, une institution marseillaise, un char représentait la tour CMA CGM, surmontée d'un portrait de Saadé lui-même. Un clin d'œil bien senti... mais *La Provence* n'a publié aucune photo de l'événement. Un oubli ? Pas vraiment. Selon *Marsactu*, la direction du journal aurait expressément interdit toute mention du char. Sans doute pour flatter la modestie du patron... ■■■■

